



Centre interdisciplinaire de recherche
et d'information sur les entreprises collectives

**Pour une économie
plus solidaire
inspirée par
l'intérêt général**

Ciriec
International

Allemagne
Argentine
Autriche
Belgique
Brésil
Canada
Espagne
France
Italie
Japon
Portugal
Slovénie
Suède
Turquie

**Rapport d'activités
2007-2008**

Du 1^{er} mai 2007 au 30 avril 2008

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| PRÉSENTATION..... | 3 |
| MESSAGE DU PRÉSIDENT..... | 5 |
| CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ EXÉCUTIF..... | 11 |
| DÉLÉGUÉS AUX INSTANCES INTERNATIONALES DU CIRIEC | 12 |
| LE CIRIEC INTERNATIONAL.. | 13 |
| Les instances du CIRIEC International | |
| Première Conférence mondiale de recherche sur l'économie sociale | |
| Conseil scientifique international | |
| Commission scientifique internationale <i>Économie sociale et coopérative</i> | |
| Commission scientifique internationale <i>Services publics/Entreprises publiques</i> | |
| Activité de veille stratégique | |
| Groupe de travail transversal <i>Régimes de gouvernance et services sociaux et de la santé d'intérêt général</i> | |
| Groupe de travail <i>Méthodes et indicateurs d'évaluation de l'économie sociale et coopérative</i> | |
| Congrès international 2008 | |
| LE CIRIEC-CANADA..... | 17 |
| Le colloque annuel 2007 | |
| Groupes de travail, activités et collaborations | |
| RAPPORT DE LA REVUE DU CIRIEC-CANADA, <i>ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS</i>..... | 21 |
| Rapports entre la Revue et les universités | |
| Rapports entre la Revue et les entreprises | |
| Diffusion et rayonnement de la Revue | |
| Financement | |
| Fonctionnement | |
| Productions 2007-2008 | |
| Prochains numéros | |
| Comités de la Revue | |
| Parutions 2007-2008 | |

PRÉSENTATION

Initié au cours des années précédentes et entré en activité au cours de l'année 1966-1967, le Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada) rassemble à la fois des membres collectifs (entreprises publiques, coopératives, mutuelles, associations, fonds de travailleurs, syndicats, centres de recherche universitaire, instituts de formation) et des membres individuels (chercheurs, enseignants, étudiants et praticiens). Le but de notre association scientifique est de contribuer à l'édification d'une économie plurielle, par un soutien éclairé et critique au développement de l'économie collective (sociale et publique) et par la promotion de l'intérêt général en matière de développement économique-social.

Le CIRIEC-Canada constitue une section nationale du CIRIEC International, dont le siège social est situé à Liège en Belgique. Cette organisation s'efforce de promouvoir des échanges internationaux entre les divers types d'entreprises qui sont orientées vers l'intérêt collectif ou l'intérêt général, et entre le monde de la pratique et les milieux scientifiques.

L'économie sociale est une sphère d'activité économique qui se définit par une organisation, des règles et des finalités différentes de l'économie publique. Elle s'est dotée d'institutions intermédiaires sectorielles, territoriales et nationales qui favorisent la construction d'identités sociales et des institutions qui soutiennent un ensemble d'activités ou de relations que l'on souhaite maintenir et développer. Ces institutions participent à la formation de règles et à la diffusion des innovations sociales. Elles sont des lieux indispensables d'échanges et de partage des meilleures pratiques. On a aussi vu l'économie sociale se munir d'institutions intermédiaires de savoir, de veille et de formation.

Du côté du secteur public, qui constitue une composante importante des entreprises collectives, des recherches, des observatoires et des lieux de formation collaborent de plus en plus avec le CIRIEC. Mentionnons, l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC), l'Observatoire de l'administration publique, le Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général (CERGO), et l'École nationale d'administration publique (ÉNAP).

La vie de la communauté, l'intérêt collectif, l'intérêt général, une juste reddition de comptes et une démocratie font partie des valeurs communes aux deux types d'entreprises.

CIRIEC-Canada

**Complexe Saint-Charles, Tour est, bureau 135-15
1111, rue Saint-Charles Ouest, Longueuil (Québec) J4K 5G4**

**Téléphone : (450) 463-1835 poste 61871
Télécopieur : (450) 670-1959**

Courriel : CIRIEC-Canada@USherbrooke.ca

www.ciriec.uqam.ca

MESSAGE DU PRÉSIDENT



L'année 2007-2008 fut une période importante pour notre organisation. Mentionnons la tenue de la première conférence mondiale de recherche sur l'économie sociale à Victoria du 22 au 24 octobre 2007 à la préparation de laquelle Marie J. Bouchard et Jean-Marc Fontan ont participé. Au-delà de 350 participants provenant de 35 pays étaient présents, dont une forte représentation pancanadienne et québécoise. Cette conférence a été le fruit d'un partenariat entre le Centre canadien de l'économie sociale sous la direction de Ian McPherson, du CIRIEC-Canada et du CIRIEC International. Le thème de la conférence était « Bâtir les communautés : l'économie sociale dans un monde en mouvement », et la coordination de sa tenue a été assurée par Annie McKitrick, de l'Université de Victoria.

Louise Gravel, responsable de la planification à Hydro-Québec, Louis Côté et Luc Bernier de l'ENAP ont tenu plusieurs consultations en vue de la mise en route d'un Carrefour des sociétés d'État à l'initiative du CIRIEC et lors du séminaire, tenu à la suite de ces consultations, c'est le caractère transversal de la composition et des activités du CIRIEC qui est apparu le plus susceptible d'intéresser les sociétés d'État à participer au CIRIEC.

Une veille des veilles visant à répertorier les sites importants qui éclairent le sens et les tendances majeures a été développée. À la demande du CIRIEC International un mandat a été confié à la Chaire du Canada d'économie sociale à l'UQAM, sous la direction de Marie J. Bouchard. Du côté des entreprises publiques, Luc Bernier et Louis Côté de l'ENAP en ont assuré l'organisation.

Nous tenons à saluer le travail accompli à la revue Économie et solidarités par son rédacteur, Jacques Boucher ainsi que tous ses collaborateurs, remercier Guy Bellemare, directeur de la revue Économie et solidarité et souhaiter la bienvenue à Louise Briand, qui a accepté d'agir en tant que directrice adjointe.

Nous avons poursuivi notre présence aux instances du CIRIEC International ainsi qu'à ses activités scientifiques où nous souhaitons souligner plus particulièrement la présence et la participation de Marie J. Bouchard et de Luc Bernier.

À l'automne 2006, dans le but de proposer des pistes pour que l'ensemble des activités du CIRIEC-Canada contribue davantage au transfert des connaissances nouvelles vers les partenaires tout en tirant avantage de la participation de ces derniers, les membres du comité exécutif ont créé un groupe de travail : le groupe de travail pour le transfert (GTT). Le GTT comprenait les personnes suivantes : Benoit Lévesque (UQAM et ÉNAP) responsable, Richard Bell (pdg Groupe SSQ), Daniel Carreau (directeur général, Réseau Interval), André Côté (premier v.p. à l'Administration générale, Investissement-Québec), André Lacroix (titulaire de la Chaire d'éthique appliquée - Université de Sherbrooke), Colette Lebel (responsable de la formation, Coop Fédérée) et André Michaud (Service aux collectivités, UQAM). En décembre 2007, les membres du GTT ont présenté leur rapport au comité exécutif. Les propositions portent sur l'approfondissement du thème de la « responsabilité sociale des entreprises » (RSE) selon une démarche originale qui s'inspire de la communauté de pratique. Elle s'adresse principalement aux dirigeants d'entreprises publiques et d'économie sociale. Ces entreprises ont en commun une double mission, une mission économique et une mission socioéconomique. Cette mission est assumée dans les deux cas par des instances démocratiques, soit à partir des sociétaires dans le cas des entreprises coopératives et mutualistes, soit le gouvernement dans le cas des entreprises publiques.

Plus de quarante ans d'histoire et une pertinence plus que jamais nécessaire face à des enjeux inédits

Pour cette partie du présent rapport, je me suis inspiré de notes colligées par Benoit Lévesque, président du Conseil scientifique du Ciriec International et membre du conseil d'administration du CIRIEC-Canada. Ces dernières ont été réalisées en vue d'une publication prochaine portant sur 40 ans d'histoire du CIRIEC-Canada de 1966 à 2006. Il s'agit de 40 années de partenariat de recherche sur les entreprises publiques, coopératives et d'économie sociale.

On pourra y lire que notre section nationale du Ciriec International a été fondée par le professeur Arthur Lermer du département d'économie de l'Université Sir George William. Le professeur Lermer avait pris contact avec le Ciriec International grâce à ses rapports avec Alberto Mortana, lui-même président à cette époque de la section italienne.

L'assemblée de fondation eut lieu à Sherbrooke au Québec en juin 1966 dans le cadre de la réunion annuelle de la *Canadian Political Science Association (CPSA)*. Cette association était membre des Sociétés savantes. Par la suite, ce sera principalement dans le cadre de la réunion annuelle de la *Canadian Economic Association* que se tenaient les assemblées annuelles du CIRIEC-Canada dans l'une ou l'autre des universités canadiennes, la plupart du temps lors du congrès des Sociétés savantes. Font alors partie du conseil d'administration, Yvon Daneau, vice-président du Conseil de la coopération du Québec, Raymond Zins d'Hydro Québec, Jim McDonald du *National Labor Cooperation Committee*, Dennis M. Paproski de *l'Economic Council of Canada*.

Le Ciriec se donne une programmation de recherche et de séminaires qui alimenteront la revue du Ciriec dont le premier numéro paraissait dès juillet 1968. C'est le professeur invité, Georges Davidovic, venu enseigner à l'Université Sir George Williams, qui fonda la **Canadian Ciriec Review – Revue du Ciriec canadien**. Pour cette association naissante et son président, la recherche sur les entreprises publiques et les coopératives apparaît nécessaire pour produire une théorie économique capable de rendre compte de la spécificité de ces entreprises, de leurs différences et de leurs ressemblances avec les autres formes d'entreprises. Dans la deuxième moitié des années 1970, on retrouve parmi les membres du comité de rédaction Yan McPherson de l'Université de Winnipeg et Rosario Tremblay du Mouvement Desjardins.

Dès les premières années des activités du Ciriec, deux sous-commissions scientifiques sont créées, l'une pour le secteur public et l'autre pour le secteur coopératif. Ces deux sous-commissions sont chapeautées par une commission de recherche présidée par le vice-président du Ciriec, François-Albert Angers, professeur à l'École des hautes études commerciales (HEC).

Des problèmes de ressources et les coûts élevés pour les membres et pour l'association de pouvoir maintenir une présence et des activités bilingues au niveau pancanadien ont amené le Ciriec à se concentrer principalement sur le Québec en priorisant le volet coopératif de ses activités.

Le CIRIEC qui était de 1966 à 1977 situé à l'Université Sir George William (devenue l'Université Concordia), est accueilli par le Centre de gestion coopérative de l'École des HEC de 1977 à 1994. Le Ciriec poursuit ses activités associatives et scientifiques en s'adressant davantage aux universitaires canadiens francophones et à toute autre personne intéressée au mouvement coopératif.

C'est ainsi que l'on retrouve en 1992 une présence de l'Université de Moncton. On peut lire dans un ouvrage écrit par Benoit Lévesque et Marie-Claire Malo, en 1990, que le Ciriec entre 1978 et 1985 a été particulièrement actif et qu'il fut « un instrument efficace de concertation entre les

divers centres universitaires et qu'il a joué un rôle pour le moins déterminant dans la mise en situation des universitaires québécois avec les universitaires européens » particulièrement les francophones.

Plusieurs séminaires et colloques seront tenus au cours de cette période, dont un certain nombre avec des participations internationales. Au cours de ces années, la revue continue d'être publiée sous le nom de *Coopératives et Développement*. Elle élargit son comité de rédaction et se donne une organisation qui facilite sa production et sa diffusion. En 1990, le comité de rédaction accueille deux universitaires provenant du monde académique anglophone, soit du *Rollins College*, Floride et de *Simon Fraser University*, Colombie Britannique. En 1992, Brett Fairbain du *Center for Study of Cooperative* de l'Université de Saskatchewan se joint au comité. En 1994, un comité international de rédaction est formé en appui au comité francophone de rédaction.

En 1993, trois participants en provenance du mouvement coopératif et un quatrième appartenant au mouvement syndical deviennent membres du conseil d'administration. Les efforts d'élargissement du Ciriec se poursuivent et de 1994 à 2006, c'est la Chaire de coopération Guy-Bernier de l'UQAM qui accueille le Ciriec. Des représentants de sociétés d'État se retrouvent maintenant au conseil d'administration aux côtés de chercheurs, de représentants de milieux coopératif et associatif, ainsi que des présidences-directions générales du Conseil de la coopération du Québec et du Chantier de l'économie sociale.

Depuis 2006, le siège social du CIRIEC-Canada est situé à Longueuil à la Chaire d'éthique appliquée de l'Université de Sherbrooke. Des chercheurs de l'ÉNAP et des dirigeants des sociétés d'État, telles qu'Hydro-Québec, Investissement Québec et la Société générale de financement du Québec (SGF), font maintenant partie du conseil d'administration du Ciriec aux côtés de chercheurs et de praticiens de différentes composantes de l'économie sociale.

La revue du Ciriec est publiée régulièrement à l'Université du Québec en Outaouais, sous le nom **Économie et Solidarités Revue du CIRIEC-Canada**.

Le besoin à satisfaire était - et continue d'être - d'étudier « toutes les institutions dont la première raison d'être est davantage d'intérêt public que le profit, notamment les entreprises publiques et les entreprises coopératives » (Lermer cité par Beauchamp, 1965), et s'ajoutent également les mutuelles et les associations.

Des préoccupations pour la communauté, l'intérêt général et le fonctionnement démocratique font partie des caractéristiques communes aux deux types d'entreprises, et on peut lire dans un document du Ciriec International, datant de 1965, intitulé **Qu'est-ce que le Ciriec** à leur propos « *They have very often to face the same attacks, the same deformations, the same bias* ». Savoir répondre à des questions soulevées à l'endroit des entreprises collectives concernant leur pertinence, leur spécificité, leur pérennité, leur productivité demeure nécessaire.

Les entreprises d'économie sociale et les sociétés d'État, tant par leur finalité que par leur gouvernance, sont naturellement porteuses d'aspirations au développement de meilleures pratiques d'affaires, de gestion et de gouvernance.

À notre avis, les entreprises collectives (économie sociale et sociétés d'État) recèlent un potentiel de contribution essentiel à un meilleur équilibre et à une meilleure conjugaison d'objectifs de développement centrés sur la rentabilité financière, l'efficacité économique, l'équité sociale et l'intégrité écologique.

Objectifs 2008-2009

Le groupe de travail sur le transfert nous rappelait que les entreprises publiques et d'économie sociale en raison de leur spécificité ont développé des pratiques originales et des connaissances utiles, mais tacites qui leur sont spécifiques. Le groupe de travail nous a proposé une démarche qui vise à mettre en valeur des expériences et des pratiques trop souvent ignorées, trop faiblement codifiées et a fortiori trop faiblement partagées. Au cours des dernières années, les anciennes façons de faire et de se définir ont été remises en question à cause des conséquences de la mondialisation (ouverture des frontières) et de la financiarisation (exigences de très forte rentabilité).

De plus en plus, les entreprises capitalistes se donnent de nouvelles gouvernances et s'ouvrent à des exigences éthiques et à la responsabilité sociale. Plus que jamais, il est devenu nécessaire de bien mettre en lumière les efforts réalisés au cours des dernières années pour donner un sens nouveau aux entreprises collectives et pour renouveler les argumentaires justifiant leur raison d'être au nom de l'intérêt général ou de l'intérêt collectif. C'est pourquoi le groupe de travail a proposé d'aborder ce thème de la responsabilité sociale des entreprises à partir d'une démarche s'inspirant de la communauté de pratique.

◆ Un comité de mise en œuvre

Pour ce faire, un comité de mise en œuvre du rapport du groupe de travail a été formé avec pour tâches de réaliser la démarche proposée inspirée de plusieurs caractéristiques de la communauté de pratique sur ce thème de la responsabilité sociale des entreprises collectives et de la triple reddition de comptes auprès de leurs parties prenantes.

La démarche proposée devrait permettre d'arriver à :

- Avoir une vue relativement claire de ce qui existe comme responsabilité sociale dans les entreprises et organisations sociales au Québec.
- Avoir une idée des méthodologies, plus particulièrement celles de la GRI (Global Reporting Initiative), et des formes d'accréditation qui sont actuellement utilisées
- Voir comment les entreprises collectives, publiques et d'économie sociale peuvent se distinguer des autres formes d'entreprises sous l'angle de la responsabilité sociale.

Pour réaliser ces objectifs, les responsables procéderont en trois étapes : 1) Une enquête sur les pratiques actuelles et potentielles dans entreprises collectives du Québec et du Canada sera réalisée; 2) Une méthodologie d'intervention et un échéancier seront élaborés; 3) Un premier événement sera organisé, probablement un colloque sur invitation qui viserait d'abord à informer nos membres de ce qu'est la GRI, la responsabilité sociale des entreprises.

Composition du comité de mise en œuvre

Le comité de mise en œuvre constitue le noyau de l'opération. Il est composé des 6 personnes suivantes:

- Une personne responsable du rapport de développement durable d'une entreprise d'économie sociale : Mario Hébert, économiste principal, La Coop fédérée
- Une personne responsable du rapport de développement durable d'une entreprise publique : Danielle Vivier, directrice de l'évaluation de la performance, Investissement-Québec
- Un chercheur sur l'économie sociale : Marie J. Bouchard, professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM)
- Un chercheur sur les entreprises publiques : Luc Bernier, professeur à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP) et codirecteur du Centre de recherche sur la gouvernance des entreprises publiques et l'intérêt général (CERGO).
- Un chercheur/rédacteur membre du GTT : André Lacroix, professeur et titulaire de la Chaire en éthique appliquée de l'Université de Sherbrooke.
- Une présidence de comité exerçant en entreprise et qui a l'expérience des enjeux de la rédaction d'un rapport de développement durable : Claude Normandin, responsable de la commercialisation et du développement stratégique, Fondation CSN.

Le comité proposera un échéancier et un budget de fonctionnement pour chacune des étapes. Il verra aussi à proposer diverses sources de financement. Le comité entreprendra ses travaux au cours des prochaines semaines.

◆ **Un colloque annuel et des séminaires post-CA**

Le CIRIEC-Canada continuera la tenue de son colloque annuel dans le cadre des assises de l'ACFAS. Des séminaires faisant suite aux réunions du conseil d'administration continueront d'être tenus. Nous ferons connaître à l'automne les thématiques projetées.

◆ **Les publications**

La revue du CIRIEC-Canada *Économie et Solidarités* continuera d'être publiée. Benoît Lévesque complètera, sous peu, la rédaction d'une brochure portant sur les 40 ans d'histoire du CIRIEC de 1966 à 2006.

◆ **La présence du CIRIEC-Canada aux instances du Ciriec International**

Marie J. Bouchard, dans le cadre de ses fonctions au CIRIEC, agit en tant que répondante nationale dans le cadre d'un projet d'Observatoire international des réalisations d'économie sociale. Ce projet, issu des Rencontres du Mont-Blanc, est élaboré en partenariat avec la Fondation pour les sciences de l'homme et le Conseil scientifique du CIRIEC International a également convenu d'y collaborer.

Nous poursuivrons notre présence aux instances au CIRIEC International ainsi qu'à ses activités scientifiques. Je profite de l'occasion pour rappeler la tenue du prochain congrès international du CIRIEC qui se tiendra en Espagne, à Séville, les 22, 23 et 24 septembre 2008. Le thème choisi est : Innovations et management. Les questions abordées porteront notamment sur les modes de gouvernance, les nouveaux produits et services, les processus de production, les modes d'évaluation et partenariats pour répondre aux grands défis des entreprises collectives (économie sociale et publique). La protection de l'environnement, le développement durable, les services publics locaux, les services sociaux et de santé feront aussi partie des thématiques abordées. Chantal Malo, Hélène Simard et Martine Vézina feront partie de toute une brochette d'intervenants de haut niveau au cours de ce congrès. Mentionnons que Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie, interviendra en séance d'ouverture. Vous êtes invités en grand nombre à participer à ces assises.

Remerciements

Louise Gravel a représenté au CIRIEC Hydro-Québec depuis déjà quelques années. Louise a été membre de l'exécutif du CIRIEC jusqu'à cette année. Nous la remercions vivement pour sa collaboration en tant que membre du conseil et vice-présidente aux entreprises pour sa contribution à l'ensemble des travaux du CIRIEC. Ses nouvelles fonctions à Hydro-Québec l'ont amenée à être remplacée par Yves Galipeau à qui nous souhaitons la plus chaleureuse des bienvenues au conseil d'administration du CIRIEC. Bienvenue à Chantal Malo, vice-présidente à la SGF, qui a succédé à Louise Gravel à l'exécutif du CIRIEC.

Je voudrais de manière bien insatisfaisante, je l'avoue, souligner toute notre reconnaissance à l'endroit de Michelle Champagne qui collabore assidûment depuis trente ans à la Revue du CIRIEC. Pour des raisons indépendantes de sa volonté, elle se voit contrainte de cesser d'assurer la révision et la correction des textes publiés par la revue. Nous lui disons un gros merci et sommes honorés de continuer à la compter parmi nous.

Permettez-moi d'exprimer toute notre appréciation pour la contribution apportée par les divers partenaires, universitaires, institutionnels, organismes et entreprises. Je tiens à remercier chacune et chacun des membres du conseil d'administration, ceux de l'exécutif, chaque membre de la revue et l'UQO, les membres des groupes de travail ainsi que Suzanne Poirier qui, avec disponibilité et professionnalisme, assure la permanence du secrétariat du CIRIEC-Canada.

Merci également à chacune et à chacun des membres de notre association. Ils en constituent toute la richesse et la pertinence.



Léopold Beaulieu, président

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉ EXÉCUTIF

Président CIRIEC-Canada

Léopold Beaulieu

Président-directeur général - Fondation CSN

Vice-présidente – affaires internationales – CIRIEC-Canada

Marie J. Bouchard

Titulaire - Chaire de recherche du Canada en économie sociale
Professeure, Dép. d'organisation et res. humaines (UQAM)

Vice-présidente – affaires avec les entreprises - CIRIEC-Canada

Chantal Malo

Vice-présidente, Planification et information stratégique
Société générale de financement du Québec (SGF)

Vice-président – affaires universitaires – CIRIEC-Canada

Jean-Marc Fontan

Co-directeur, Alliance de recherche universités-communautés
– Économie sociale et du Réseau québécois de recherche
partenariale en économie sociale. Professeur (UQAM)

Trésorier – CIRIEC-Canada

Claude Carbonneau

Vice-président, développement des coopératives et des autres
entreprises de l'économie sociale - Investissement Québec

Secrétaire – CIRIEC-Canada

Louis Côté

Directeur de L'Observatoire de l'administration publique
Professeur - École Nationale d'administration publique

Observateur à l'exécutif

Guy Bellemare

Co-directeur de la revue *Économie et Solidarités*
Professeur - Département Relations industrielles (UQO)

Observateur à l'exécutif

Jacques L. Boucher

Rédacteur de la revue *Économie et Solidarités*
Professeur - Département de travail social (UQO)

Observatrice à l'exécutif

Louise Briand

Directrice adjointe de la revue *Économie et Solidarités*
Professeure - Département des sciences comptables (UQO)

Ancien président du CIRIEC-Canada et président du Conseil scientifique international du CIRIEC-Canada

Benoît Lévesque

Professeur associé - UQAM et ÉNAP

Administrateurs

Richard Bell

Président-directeur général - SSQ Groupe financier

Luc Bernier

Co-directeur (CERGO)
Professeur - École Nationale d'administration publique

Sylvie Desaulniers

Directrice de la coordination des interventions régionales,
ministère des Affaires municipales et des Régions

Claude Dorion

Directeur général - MCE Conseils

Yves Galipeau

Chef - Relations avec les collectivités - Planification stratégique
et relations gouvernementales - Hydro-Québec

Clément Guimond

Coordonnateur général
Caisse d'économie solidaire Desjardins

Lou Hammond Ketilson

Director - Centre for the Study of Co-operatives, University of
Saskatchewan

Denis Harrisson

Centre de recherche sur les innovations sociales
Professeur - Dép. d'organisation et de res. Humaines (UQAM)

Marcellin Hudon

Association des groupes de ressources techniques du Québec

Chantal Jolicoeur

Directrice générale - CDR Montréal-Laval

André Lacroix

Professeur et titulaire de la Chaire d'éthique appliquée
Université de Sherbrooke

Michel Lafleur

Directeur de l'IRECUS, Université de Sherbrooke
Professeur - Département de management de l'UdeS

Joël Lebossé

Directeur général - Filaction

Yvan Laurin

Vice-président, Développement coopératif et régional
et service aux membres
Fédération des caisses Desjardins du Québec

André Leclerc

Titulaire de la Chaire des caisses populaires acadiennes en
gestion des coopératives. Professeur - Université de Moncton

Denis Martel

Vice-recteur - Enseignement et recherche, Université du
Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)

Nancy Neamtan

Vice-présidente développement stratégique RESO
Présidente - Chantier de l'économie sociale

Pierre Patry

Trésorier - Confédération des syndicats nationaux

Carol Saucier

Professeur - Département des sciences humaines (UQAR)

Michel Séguin

Titulaire de la Chaire de coopération Guy-Bernier (UQAM)

Hélène Simard

Présidente-directrice générale
Conseil québécois de la coopération et de la mutualité

Benoît Tremblay

Centre d'études Desjardins - HEC Montréal

Martine Vézina

Professeure - Service de l'enseignement du management
HEC Montréal

L'assemblée générale 2007 s'est tenue le 7 mai à l'Université du Québec à Trois-Rivières.
Le conseil d'administration s'est réuni le 7 mai 2007 et le 25 janvier 2008.
Le comité exécutif s'est réuni à huit reprises au cours de l'année.

Délégués aux instances internationales du CIRIEC

Praesidium

Léopold Beaulieu (Fondation CSN), président, CIRIEC-Canada

Substitut:

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-Affaires internationales, CIRIEC-Canada

Conseil international

Léopold Beaulieu (Fondation CSN), président, CIRIEC-Canada

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-Affaires internationales, CIRIEC-Canada

Jean-Marc Fontan (UQAM), vice-président-affaires universitaires, CIRIEC-Canada

Claude Carbonneau (Investissement Québec), trésorier, CIRIEC-Canada

Louis Côté (ÉNAP), secrétaire, CIRIEC-Canada

Substituts

Luc Bernier (ÉNAP), membre du CA, CIRIEC-Canada

Jacques Boucher (UQO), membre du Ca, CIRIEC-Canada, rédacteur de la revue *Économie et Solidarités*

Pierre Patry (CSN), membre du CA, CIRIEC-Canada

Nancy Neamtan (Chantier de l'économie sociale), membre du CA, CIRIEC-Canada

Hélène Simard (Conseil de la coopération du Québec), membre du CA, CIRIEC-Canada

Conseil scientifique international

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-affaires internationales, CIRIEC-Canada

Luc Bernier (ÉNAP), membre du CA, CIRIEC-Canada

Substituts:

Louis Côté (ÉNAP), secrétaire, CIRIEC-Canada

Jacques Boucher (UQO), membre du CA, rédacteur de la revue *Économie et Solidarités*

Commission scientifique Services publics\Entreprises publiques

Luc Bernier (ÉNAP), membre du CA, CIRIEC-Canada

Membres catégorie 2:

Louis Côté (ÉNAP), secrétaire, CIRIEC-Canada

Claude Carbonneau (Investissement Québec), trésorier, CIRIEC-Canada

Commission scientifique Économie sociale et coopérative

Marie J. Bouchard (UQAM), vice-présidente-affaires internationales, CIRIEC-Canada

Ian MacPherson (Université de Victoria), membre du CA, CIRIEC-Canada

Membres catégorie 2:

Jacques Boucher (UQO), membre du CA, CIRIEC-Canada, rédacteur de la revue *Économie et Solidarités*

Jean-Marc Fontan (UQAM), vice-président-affaires universitaires, CIRIEC-Canada

Benoît Lévesque (UQAM et ÉNAP), président du Conseil scientifique international

Membre ex-officio des:

Conseil international

Commission scientifique Services publics\Entreprises publiques

Commission scientifique Économie sociale et coopérative

Annales de l'économie publique, sociale et coopérative

LE CIRIEC INTERNATIONAL

Les instances du CIRIEC International

L'assemblée générale annuelle se tient normalement aux deux ans en même temps que le Congrès international. La dernière Assemblée s'est tenue le 19 juin 2006 à Istanbul. Le Praesidium (assure les fonctions d'un bureau exécutif), s'est réuni le 17 mars 2007 à Cordoba. Le Conseil international (constitue le conseil d'administration et est composé de délégués des sections nationales), s'est réuni le 30 novembre 2007 à Liège et le 25 avril 2008 à Paris. Les Congrès internationaux du Ciriec se tiennent aux deux ans, en alternance avec les Conférences mondiales.

Première Conférence mondiale de recherche sur l'économie sociale

En 2007, la Première conférence scientifique mondiale du CIRIEC s'est tenue à Victoria, en Colombie britannique (Canada), du 22 au 25 octobre. Le principal objectif de la Conférence était de mettre en relief la fonction de l'économie sociale et solidaire dans la construction et le renforcement de collectivités appartenant à un éventail de contextes et de cultures différents. Le thème de la conférence s'est déroulé autour de quatre ateliers thématiques:

Bâtir les communautés: l'Économie sociale dans un monde en mouvement

- 1) L'économie sociale dans les communautés
- 2) L'économie sociale face à la globalisation
- 3) L'économie sociale et la gouvernance
- 4) L'économie sociale faisant face à la reconfiguration de l'État.

C'est le Centre canadien de recherche partenariale en économie sociale qui a accueilli cette première conférence internationale du CIRIEC sur la recherche en économie sociale, à l'hôtel Fairmont Empress situé au centre-ville de Victoria.

Plus de 355 participants de 35 pays ont assisté aux 38 sessions de présentation animées chacune par un groupe de chercheurs et de praticiens venus partager leurs connaissances sur l'économie sociale dans divers contextes. En plus de ces discussions avec modérateur, il y avait des conférenciers au cours des déjeuners et des sessions plénières, alors que d'autres projets de recherche ont été présentés sous forme d'affichages.

La conférence était le fruit d'un partenariat entre le Centre canadien de recherche partenariale en économie sociale, le Ciriec International et le CIRIEC-Canada. Marie J. Bouchard et Jean-Marc Fontan, étaient mandatés par le CIRIEC-Canada pour siéger sur le Comité d'organisation du colloque. La conférence a été un succès à tous les points de vue : qualité des présentations, diversité des pays représentés (pays d'Asie, des Amériques, Afrique, Europe) et surtout elle a permis de mieux faire connaître le CIRIEC en sol canadien.

La présentation en séance d'ouverture du président du CIRIEC-Canada, Léopold Beaulieu, a permis de présenter la vision, la mission et le profil organisationnel du Ciriec-Canada.

Conseil scientifique international du CIRIEC international

Le Conseil scientifique international (CSI) coordonne l'activité des deux Commissions scientifiques internationales centrées l'une sur les services publics et les entreprises publiques, l'autre sur l'économie sociale et coopérative. Il est constitué de deux représentants par section nationale du CIRIEC et est présidé par Benoît Lévesque (UQAM et ÉNAP). Le CSI s'est réuni à deux reprises au cours de la dernière année. D'abord le 17 mai à Séville puis le 28 novembre à Liège divers éléments de mise en œuvre du plan d'action 2006-2008, notamment la première conférence mondiale de l'économie sociale, l'élargissement du membership scientifique du CIRIEC, l'avenir du groupe de recherche transversale, le choix d'une nouvelle maison d'édition pour une collection Économie sociale et économie publique, l'organisation de l'intranet et la veille stratégique sur la recherche. Sur la veille stratégique, le comité de travail mis sur pied comprend six membres, dont Benoît Lévesque, Marie J. Bouchard et Luc Bernier.

Commission scientifique internationale *Économie sociale et coopérative*

Ses principaux thèmes de réflexion et de discussion ont été le groupe de travail créé en 2005 (Groupe de travail *Méthodes et indicateurs d'évaluation des entreprises et organisations d'économie sociale et coopérative*) et la contribution à l'opération stratégique lancée par le Conseil scientifique international. Des chercheurs de la Commission (Jose Barea et Jose-Luis Monzon Campos) ont réalisé, pour le compte de la Commission européenne, une étude menant à développer un Compte satellite de l'économie sociale marchande (coopérative et mutualiste). Une autre étude a été menée pour le compte du Conseil économique et social européen (Rafael Chaves et Jose-Luis Monzon Campos) portant sur la définition de l'économie sociale dans 25 pays européens. Lors de sa dernière réunion à Paris (18 janvier 2008), une présentation de ces travaux a été faite et un nouveau thème de recherche a été approuvé, portant sur l'économie sociale dans les politiques publiques. Une autre réunion de la Commission a eu lieu à Paris le 13 avril 2008 et le cadre de travail du nouveau groupe de recherche a été précisé.

Commission scientifique internationale *Services publics\Entreprises publiques*

La commission avait lancé un programme d'études en 2004 sur les conséquences de l'ouverture des marchés à la concurrence dans le domaine des services publics. Ce projet est désormais complété et a fait l'objet d'un numéro des *Annales*. Un des articles porte sur la transformation de trois entreprises publiques québécoises : Hydro-Québec, la Société générale de financement et la Caisse de dépôt et placement. Dans la foulée de l'opération de planification stratégique de la recherche du CIRIEC, la commission a décidé de lancer un nouveau projet de recherche qui tienne compte des forces et des avantages comparés du CIRIEC international. Des sujets porteurs comme le domaine de l'énergie qui aurait pu être intéressant, ont été discutés mais écartés parce que le CIRIEC serait en concurrence avec des groupes mieux positionnés que lui. Le nouveau programme de recherche porte sur les « services publics locaux » d'intérêt général. Le mode de travail a été discuté lors d'une réunion à Paris le 23 mars 2007 puis repris lors de la réunion suivante de la commission à Namur le premier décembre 2007. Le cadre d'analyse a été précisé. La commission a délimité un certain nombre de pays où l'étude doit porter sur les services d'ordures ménagères, l'eau et les transports en commun. Une des difficultés réside dans la recherche de chercheurs aptes à couvrir les trois secteurs pour les études nationales. Il est peu probable que ces travaux pourront faire l'objet d'une présentation lors du Congrès de Séville. Malgré la volonté exprimée de réduire les cycles de production des projets de la commission, les délais demeurent. Une fois ces travaux faits, une deuxième série d'analyses scientifiques pourra être faite.

Activité de veille stratégique

Le Conseil scientifique international qui chapeaute les 2 commissions scientifiques a son propre mandat de planification stratégique de l'activité globale du Ciriec international. Parmi ces activités, une étude pilote sur la veille en recherche avait confiée au Ciriec-Canada en 2007-2008. Celle-ci visait à mettre en place une veille stratégique en recherche. Un mandat pour l'économie sociale a été confié à la Chaire de recherche du Canada en économie sociale (UQAM), sous la direction de Marie J. Bouchard, et pour les entreprises publiques, un mandat a été confié au CERGO et à L'Observatoire d'administration publique. Des rapports ont été fournis aux membres du Conseil scientifique international à Séville en 2007. En 2008, une cellule de veille internationale a été créée. Animée par le président du CSI (Benoît Lévesque), elle est composée de Luc Bernier (ENAP), Marie J. Bouchard (UQAM), Rafael Chaves (U. de Valencia), Barbara Sak (Ciriec international), Roger Spear (Open University). Un rapport synthèse de leurs travaux a été présenté à l'occasion de la prochaine réunion du CSI à Paris le 24 avril 2008.

Groupe de travail *Méthodes et indicateurs d'évaluation de l'économie sociale et coopérative*

Ce groupe de travail a été mis sur pied par la Commission scientifique économie sociale et coopérative en février 2005. La coordination de ce groupe de travail a été confiée à Marie J. Bouchard (Chaire de recherche du Canada en économie sociale, UQAM). Deux réunions du GT se sont tenues depuis mai 2007, l'une à Séville (18 mai 2007) et l'autre à Victoria en octobre 2007. Les contributions des participants ont été complétées et révisées par la coordonnatrice, assistée de Nadine Richez-Battesti (Université d'Aix-Marseille, Ciriec France). Un ouvrage réunissant des contributions théoriques et les analyses sur différents pays d'Europe, des Amériques et du Japon est en voie de publication aux éditions Peter Lang Publishers.

Groupe de travail transversal *Régimes de gouvernance et services sociaux et de la santé d'intérêt général*

Les travaux du groupe de travail transversal (économie publique-économie sociale et coopérative) seront publiés dans les premiers mois de 2008 par la maison Peter Lang dans une collection Économie sociale et Économie publique que codirige B. Lévesque et B. Thiry. Le premier ouvrage sous la direction de Bernard Enjolras sera publié sous le titre: *Régime de gouvernance et intérêt général dans les services sociaux et de santé*. Parmi les co-auteurs ont retrouvé Marie J. Bouchard (UQAM) et Benoît Lévesque (UQAM et ENAP).

2008

SERA L'ANNÉE DU PROCHAIN CONGRÈS INTERNATIONAL DU CIRIEC

Le 27^{ième} Congrès international du Ciriec se déroulera
du **22 au 24 septembre 2008**, à Séville.

Les travaux porteront sur la façon concrète dont les entreprises publiques, sociales et coopératives relèvent les défis qui se posent à elles en innovant et en gérant le changement. La contribution des entreprises publiques, sociales et coopératives aux divers aspects de l'innovation, ainsi qu'à ses implications en matière de gestion, feront l'objet des différentes sessions du congrès.

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le site web du Ciriec International:

www.ulg.ac.be/ciriec/

LE COLLOQUE ANNUEL 2007 DU CIRIEC-CANADA

Le colloque annuel s'est tenu les 7 et 8 mai 2007, dans le cadre du 75^e congrès de l'Acfas, à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Le thème du colloque était:

Les innovations sociales en économie publique et en économie sociale

Le développement des secteurs de l'économie sociale et de l'économie publique passe par la capacité des secteurs à implanter de nouvelles idées et de nouvelles pratiques. Au-delà du constat que ces économies doivent composer avec une capacité continue d'innovation, il demeure que nous connaissons peu ou mal les processus qui ont conduit à l'institutionnalisation de ces innovations. Dès lors, un certain nombre de questions se pose en amont, en « montval » et en aval de la définition, de la standardisation et de la mise en obsolescence possible et éventuelle de l'usage d'une innovation sociale.

En amont, se pose la question des conditions d'émergence et des processus gagnants pour qu'un nouvel usage social prenne forme et surtout se généralise. Tarde parlait de contagion et d'effet d'imitation. Qu'en est-il réellement ?

En « montval », il importe de comprendre la nature et l'ampleur des obstacles tant organisationnels, institutionnels que culturels susceptibles, de façon directe ou indirecte, de nuire au développement des innovations sociales ?

En aval, se pose la question de l'évaluation et de l'impact de l'innovation sociale dans les domaines de l'économie sociale et de l'économie publique ? Plus particulièrement, en raison du lien étroit qui associe ces économies à la défense de l'intérêt général et du bien commun, il importe de cerner en quoi le bon fonctionnement de ces secteurs est intimement lié à l'actualisation de cet intérêt général et de ce bien commun ?

Les communications présentées ont permis d'apporter un éclairage sous ces trois angles.

Comité organisateur du colloque

Jo Katambwe, UQTR, président du comité
Jean-Marc Fontan, UQÀM
Suzanne Poirier, CIRIEC-Canada

Ce programme d'activités a été rendu possible grâce à la collaboration de l'Alliance de recherche universités communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale, du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), de l'Institut de recherche et d'éducation pour les coopératives et les mutuelles (IRECUS), du Laboratoire de recherche en économie sociale (LARES) et du Regroupement québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ÉS).

GROUPES DE TRAVAIL, ACTIVITÉS ET COLLABORATIONS

Groupe de travail pour le transfert (GTT)

À l'automne 2006, dans le but de proposer des pistes pour que l'ensemble des activités du CIRIEC-Canada contribue davantage au transfert des connaissances nouvelles vers les partenaires tout en tirant avantage de la participation de ces derniers, les membres du comité exécutif ont créé un groupe de travail : le groupe de travail pour le transfert (GTT). Le GTT comprenait les personnes suivantes : Benoît Lévesque (UQAM et Énap) responsable, Richard Bell (Groupe SSQ), Daniel Carreau (Réseau Interval), André Côté (Investissement-Québec), André Lacroix (Université de Sherbrooke), Colette Lebel (Coop Fédérée) et André Michaud (UQAM). En décembre 2007, les membres du GTT ont présenté leur rapport au comité exécutif. En voici quelques extraits :

La responsabilité sociale des entreprises : un domaine où les entreprises publiques et d'économie sociale peuvent innover?

Le CIRIEC-Canada propose l'approfondissement du thème de la « responsabilité sociale des entreprises » (RSE) selon une démarche originale qui s'inspire de la communauté de pratique. Il s'adresse principalement aux dirigeants d'entreprises publiques et d'économie sociale, soit des entreprises qui ont en commun une double mission, une mission économique et une mission socio-économique (mission confiée dans les deux cas par des instances démocratiques, soit à partir des sociétaires dans le cas des entreprises coopératives et mutualistes, et du gouvernement dans le cas des entreprises publiques). Ce projet a été élaboré par un groupe de travail composé de représentants de ces deux types d'entreprise et d'experts.

La RSE pour les entreprises publiques et d'économie sociale : un incontournable

Si le développement durable est une préoccupation importante pour les pouvoirs publics, la RSE est la façon dont les entreprises sont invitées à en tenir compte. En ce sens, la politique québécoise de développement durable concerne particulièrement les entreprises publiques et d'économie sociale, sous l'angle de la RSE. Dans cette perspective, la RSE représente une tendance lourde et non pas une mode passagère. En raison de leur double mandat (économique et socio-économique), les entreprises publiques et d'économie sociale ont en principe une longueur d'avance sur les entreprises capitalistes. Cependant, dans la mesure où la RSE a donné lieu à des accréditations et des effets de réputation dans le secteur privé, de plus en plus d'entreprises capitalistes sont devenues plus systématiques et plus éloquentes dans ce domaine que les entreprises collectives. Ainsi, on peut se demander si les entreprises publiques et d'économie sociale ne sont pas contraintes maintenant d'imiter ce que font les entreprises capitalistes dans le domaine. Y a-t-il encore une place pour s'affirmer et même innover à partir du caractère distinctif des entreprises collectives? Une réponse éclairée à ces questions suppose à la fois une connaissance des méthodologies adoptées (ex Global Reporting Initiative) et des réalisations les plus manifestes dans le domaine.

Alors que le mouvement de la RSE a pris de l'ampleur, la plupart des entreprises publiques et d'économie sociale découvrent non seulement qu'elles ne peuvent plus ignorer la RSE mais que cette dernière représente un défi de taille. En effet, la RSE ne se limite pas à ajouter l'environnement à la double mission. En raison du « triple bottom line » soit, la triple reddition de comptes auprès des parties prenantes, la RSE questionne les façons de faire, les pratiques et les activités, la façon de s'évaluer, la performance économique, la performance sociale et la performance environnementale. D'où la grande pertinence d'un approfondissement de cette approche et d'un examen des pratiques déjà adoptées. Ajoutons que de plus en plus de chercheurs ont fait de la responsabilité sociale et du reporting leur domaine d'expertise.

Une démarche qui mise à la fois sur les pratiques et la continuité

Pour leur modernisation, les entreprises publiques et d'économie sociale se sont inspirées des savoirs provenant principalement des entreprises privées et très faiblement de ceux provenant de leur propre expérience et pratique, celles d'entreprises à double mission. Sans délaisser le corpus général de la théorie économique et des organisations, nous proposons une démarche qui vise à mettre en valeur des expériences et des pratiques trop souvent ignorées et trop faiblement codifiées et a fortiori faiblement partagées.

Nous faisons l'hypothèse que les entreprises publiques et d'économie sociale en raison de leur spécificité ont développé des pratiques originales et des connaissances utiles mais tacites qui leur sont spécifiques. Au cours des dernières années, les anciennes façons de faire et de se définir ont été remises en question par la mondialisation (ouverture des frontières) et la financiarisation (exigences de très forte rentabilité) alors que les entreprises capitalistes se sont donné de nouvelles gouvernances et se sont ouvertes aux exigences éthiques et de la responsabilité sociale. En somme, il est plus impérieux qu'auparavant de bien mettre en lumière les efforts réalisés au cours des dernières années pour donner un sens nouveau aux entreprises collectives et pour renouveler les argumentaires justifiant leur raison d'être au nom de l'intérêt général ou de l'intérêt collectif. D'où une démarche s'inspirant de la communauté de pratique.

Ce que nous semble intéressant dans l'approche de la communauté de pratique, ce sont les éléments suivants :

- La continuité de l'activité reposant sur un fort engagement des membres et le développement d'une vision partagée selon une trajectoire orientée.
- La réciprocité dans le transfert des connaissances qui repose sur la prise en compte non seulement les connaissances explicites mais aussi les connaissances tacites : le partage du savoir n'est ici ni unidirectionnel, ni de l'ordre de la transaction, même les experts en tirent profit.
- Le caractère autonome de la démarche et la capacité de co-construction des connaissances de même que la complémentarité du savoir codifié et des connaissances tacites.
- Le passage du capital de connaissance au transfert et au renouvellement des pratiques suppose une confiance et un partage des informations, connaissances et des expertises.
- L'attention portée au savoir dans la perspective du développement de capacités stratégiques, d'où une place à la « conversation stratégique », pas seulement à l'échange d'informations (les éléments du savoir concernant la spécificité des entreprises collectives sont répartis entre les organisations et peu codifiés).
- La flexibilité de l'approche qui permet de penser une diversité de « communauté de pratique » selon le contexte où elle émerge et la finalité qu'elle se donne. L'accent peut être mis sur l'intérêt commun (échange d'informations, partage d'idées et de croyances communes), sur des pratiques réflexives (partage de connaissance et acquisition de compétences), sur la création de connaissances nouvelles.
- La démarche peut constituer une plate-forme pour une réputation qui dépasse les frontières de la communauté.
- Enfin, la « communauté de pratique » peut être virtuelle ou basée sur le face-à-face ou même miser sur les deux.

Comme la démarche de la « communauté de pratique » est complexe et lourde, nous chercherons à nous en inspirer sur le plan des principes et à l'adapter méthodologiquement au besoin du groupe qui s'y engagera. De plus, même si les technologies de communication seront mises à contribution, nous proposons une communauté face à face plutôt que complètement virtuelle. À terme, la communauté de pratique sur le thème de la RSE devrait permettre d'avoir une compréhension commune de l'approche de la RSE (notamment en termes de GRI), des meilleures pratiques dans le domaine, de même que de l'avantage différenciatif des entreprises collectives qui choisissent de s'y engager.

Suite au rapport du GTT, le comité exécutif du CIRIEC-Canada a proposé la formation d'un comité de travail qui verra à la mise en œuvre d'une démarche liée à la responsabilité sociale des entreprises collectives (RSEC), entreprises collectives incluant toutes les composantes du CIRIEC.

Carrefour des sociétés d'État

Afin de renforcer la pertinence pour les entreprises publiques d'adhérer au CIRIEC-Canada et pouvoir offrir à ces membres des activités se rapportant à leurs intérêts et à leurs préoccupations, une démarche de consultation a été entreprise en 2006-2007. Luc Bernier et Louis Côté ont tout d'abord rencontré individuellement 12 hauts fonctionnaires québécois qui ont à transiger régulièrement avec les dirigeants des principales sociétés d'État à caractère commercial ou de financement. Par la suite, 15 de ces derniers dirigeants ont été également rencontrés. Les entrevues ont porté sur les évolutions touchant le rôle et la gouvernance des sociétés d'État ainsi que leurs besoins en matière de recherche et d'accompagnement. L'idée de créer, dans le cadre du CIRIEC-Canada, un carrefour des sociétés d'État permettant des échanges sur des problématiques communes a été très bien reçue. Une proposition plus précise devait être déposée par Luc Bernier, Louis Côté et Louise Gravel à l'automne 2007 mais l'évolution des travaux du *Groupe de travail pour le transfert* (GTT), comité présidé par Benoît Lévesque, a mené à une piste prometteuse sur la responsabilité sociale des entreprises qui sera la suite de nos travaux.

Séminaire post-CA

Un séminaire autour du thème des sociétés d'État a été organisé par Luc Bernier et Louis Côté et s'est tenu après la rencontre du conseil d'administration du CIRIEC-Canada le 25 janvier 2008. Suite à la recherche par entrevues réalisées autant dans la haute fonction publique que chez les dirigeants des sociétés d'État, ce séminaire proposait une discussion sur ce que sont devenues ces entreprises publiques, sur la nécessité d'améliorer leur gouvernance, les changements provoqués par la loi et sur le développement éventuel d'un forum de discussion régulier sur le sujet.

Centre canadien d'économie sociale

Le CIRIEC-Canada participe au conseil d'administration du Centre canadien d'économie sociale, codirigé par Ian McPherson de l'Université de Victoria (Colombie-Britannique) et Rupert Downing (Canadian Community Economic Development Network). Ce centre, subventionné pour cinq ans par le CRSH, vise à coordonner, diffuser et transférer des initiatives de six réseaux régionaux de recherche partenariale, dont le Québec. Marie J. Bouchard représente le CIRIEC-Canada au conseil d'administration du Centre canadien.

Adhésions 2007-2008

Au cours de l'année, 4 organisations ont adhéré au CIRIEC-Canada:

Deux grandes organisations

- ◆ **Le ministère des Affaires municipales et des Régions** représenté par Sylvie Desaulniers, directrice de la coordination des interventions régionales
- ◆ **MCE Conseils** représenté par Claude Dorion, directeur général

Deux petites organisations

- ◆ **Centre for the Study of Co-operatives**, University of Saskatchewan, représenté par Lou Hammond Ketilson, directrice
- ◆ **Filaction** représenté par Joël Lebossé

Nous leur souhaitons la bienvenue au sein du conseil d'administration du CIRIEC-Canada

LA REVUE DU CIRIEC-CANADA: *ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS*

La revue *Économie et Solidarités* est considérée comme une activité très importante du CIRIEC-Canada par l'association elle-même. En effet, il s'agit d'une activité en continu, qui procède à des opérations chaque semaine de l'année du côté de la rédaction. Elle diffuse des résultats de recherche, des analyses souvent inédites, des témoignages et des points de vue, des informations vulgarisées sur l'économie collective, tant publique que sociale, ainsi que des descriptions d'expériences innovantes. En créant cette année une rubrique spécifique pour les activités et les positions du Ciriec-Canada, elle donne une visibilité et contribue à une meilleure connaissance de cette association. Sur le plan international, elle offre l'un des deux créneaux de rayonnement du Ciriec-Canada, l'autre étant la participation et la représentation de nos membres aux instances du Ciriec international. Effectivement, la Revue est de plus connue et utilisée comme véhicule de diffusion de connaissances de la part de chercheurs d'autres régions du monde, l'Afrique et l'Europe en premier lieu, mais aussi l'Amérique latine.

Très liée au Ciriec-Canada, la configuration de la revue *Économie et Solidarités* reflète la mission de cette association dans son double objectif de diffusion des connaissances sur l'économie sociale et de l'économie publique, de leurs rapports entre elles ainsi qu'avec le marché et le développement local ou des communautés, bref, sur l'économie plurielle. À cette dimension plus proprement scientifique reliée à la recherche, s'ajoute une dimension non moins importante de transfert des connaissances de façon à les rendre accessibles à un public plus large et de rendre compte de divers débats d'acteurs sur ces questions. Cette dimension se retrouve de façon privilégiée dans les différentes rubriques qui meublent chaque parution, tandis que les textes qui concernent la première sont rassemblés dans le dossier. En cela, elle rappelle la composition et l'orientation même du CIRIEC qui regroupe à la fois des acteurs ou entrepreneurs et des chercheurs. Voyons de plus près comment et jusqu'à quel point elle réalise cette double mission.

Tout d'abord, la Revue a progressivement amélioré sa qualité scientifique. Après un premier examen par la rédaction, les textes du dossier sont préalablement soumis et évalués par trois lecteurs externes au moins démontrant une expertise reconnue dans le champ de l'économie sociale ou dans la discipline de l'auteur. De plus, si l'une des évaluations recommande des corrections majeures ou encore un refus de l'article, nous soumettons à nouveau à l'évaluation l'article corrigé et exigeons une deuxième phase de corrections si nécessaire. La majorité des articles publiés sont des réflexions de fond à la fois substantiellement étayées par des bases conceptuelles éprouvées et empiriquement vérifiées à partir de problématiques contemporaines. C'est à ce titre que la revue *Économie et Solidarités* parvient à rejoindre des préoccupations d'avancement des connaissances tant théoriques qu'appliquées. De la sorte, la Revue maintient une place importante au contenu scientifique en plus de présenter des textes de débat et d'expérimentation. La qualité de la Revue s'exprime également dans sa forme, dont la facture globale a significativement été améliorée au cours des dernières années. Le dossier scientifique est composé d'au moins 5 ou 6 articles et depuis deux ans, elle intègre aussi des articles scientifiques hors thème, ce qui permet une diffusion plus à jour des textes soumis et dans certains cas d'aborder des questions nouvelles.

De plus, la Revue publie des rubriques diverses : analyse de conjoncture, débats et propositions, présentation d'une problématique, pratiques en émergence, histoire de l'économie sociale et solidaire, économie sociale dans le monde, etc. Au cours de la présente année, nous avons commencé à vouer une rubrique au Ciriec-Canada et à ses activités. Tout en cherchant à consolider et même améliorer la qualité et la portée scientifique de la Revue, sa direction et sa rédaction cherchent présentement à développer sa dimension de transfert des connaissances. Pour ce faire, la Revue compte d'abord consolider ses liens avec les entreprises et leur ouvrir un meilleur espace à la production des parutions comme il est avancé plus loin. De plus, au cours des prochaines années, un des rédacteurs adjoints centrera son implication à consolider et développer cette dimension de la Revue. Là aussi, la qualité est de mise tout comme la diversité des rubriques, terrains et expertises présentées et leur pertinence. Si l'évaluation des textes de transfert ne suit pas la démarche plus longue des textes scientifiques, elle est quand même menée sérieusement à l'intérieur de la rédaction et du Comité de rédaction. Cela permet de demander des précisions et des corrections en vue d'améliorer la qualité des rubriques présentées. Par ailleurs, les textes soumis et acceptés, qu'ils appartiennent aux rubriques ou au dossier scientifique, bénéficient toujours d'une révision linguistique exécutée par des professionnels des Presses de l'Université du Québec (PUQ), ce qui traduit bien la volonté de la direction et de la rédaction de la Revue d'envelopper soigneusement les réflexions et les travaux publiés.

La revue *Économie et Solidarités* est une activité importante du CIRIEC-Canada et à l'instar du CIRIEC, elle fonctionne comme une association. À cet égard, elle survit et se développe sur la base des caractéristiques principales de toute association comme l'est le CIRIEC, particulièrement la mobilisation et la force de ses réseaux et de ses partenariats. Ceux-ci se retrouvent dans deux lieux différents, mais complémentaires, dans le cadre du CIRIEC, le milieu universitaire et celui des entreprises collectives.

RAPPORT ENTRE LA REVUE ET LES UNIVERSITÉS

Les liens avec le milieu universitaire semblent plus évidents sur différents aspects. Tout d'abord, l'enseignement bénéficie des travaux publiés dans la revue *Économie et Solidarités*. La revue constitue un matériel pédagogique incontournable dans certains cours et programmes (développement régional, gestion, travail social, sciences sociales, etc.) qu'offrent nos établissements. De plus, l'approfondissement des problématiques inscrites dans le champ de réflexion de la revue s'impose de plus en plus dans les espaces de recherche et de formation à la recherche des établissements d'enseignement supérieur. Enfin, elle constitue un véhicule de qualité pour la diffusion des résultats de recherche et des analyses de chercheurs (professeurs, mais aussi étudiants et professionnels de la recherche) dans le champ de l'économie collective, qu'elle soit coopérative, associative, mutualiste ou publique, ou plus généralement de l'économie plurielle, dans sa dimension sociale et territoriale.

LE SOUTIEN FINANCIER

Les universités, en plus de participer à la production des parutions et de l'utiliser comme document de formation et de recherche, donnent un soutien financier et logistique important à la revue. Ainsi, comme chaque année, Martine Vézina se charge de déposer auprès de la Fondation Mercure une demande de fonds de 2 500\$ que nous obtenons année après année. Par ailleurs, nous sommes confiants que cette subvention sera à nouveau renouvelée. Nous n'avons cependant pas réussi à relancer une véritable campagne de financement au cours des trois dernières années. Par contre, le pôle UQO du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) a assumé les frais de production du numéro 1 du vol. 37 sur « Économie sociale et innovation sociale ». De plus, les responsables de la Chaire de recherche sur la responsabilité sociale et le développement durable de l'UQAM prévoit fournir une contribution à la revue dans le cadre de sa prochaine année budgétaire.

Dans cette section sur les rapports entretenus par la revue avec le milieu universitaire, il est incontournable de mentionner la subvention accordée à la revue par le **Conseil de recherche en sciences humaines du Canada** (CRSH) le 11 mars 2005. Ainsi, la revue s'est vue offrir une subvention totale d'un peu plus de 40 000,00 \$ répartie sur quatre années, soit les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

LA PARTICIPATION À LA PRODUCTION

Si le milieu universitaire a soutenu financièrement de façon décisive la Revue, il y a également acquis une grande visibilité du côté de sa production. En effet, elle a, depuis ses tous débuts comme *Revue du CIRIEC canadien/ Canadian CIRIEC Review*, toujours logé dans un établissement universitaire, successivement l'Université Concordia, HEC Montréal et l'Université du Québec en Outaouais. Son exécutif, sa direction, son équipe de rédaction sont tous composés de personnes du milieu et son Comité de rédaction l'est aussi à une exception près. Non seulement les contributions au dossier scientifique proviennent-elles du milieu de la recherche universitaire comme on le conçoit habituellement, mais la très grande majorité des rubriques sont rédigées par des chercheurs, universitaires pour la plupart, parfois en formation (étudiants ou étudiantes à la maîtrise, au doctorat ou au postdoctorat). Bien que les rédacteurs des rubriques travaillent en étroite collaboration avec le milieu des entreprises, il reste que ces dernières pourraient prendre une place plus importante dans l'orientation et la production de la Revue.

RAPPORT ENTRE LA REVUE ET LES ENTREPRISES

Comme avec le milieu universitaire, la Revue cherche à développer des liens privilégiés de partenariat avec les entreprises tant d'économie sociale que d'économie publique. La nature de ce partenariat devrait, selon la Revue, être de deux ordres comme pour le milieu universitaire : le soutien financier ou matériel à la Revue et la participation à sa production. Dans les deux cas, il s'agit de voir la participation des entreprises en termes d'échanges. C'est la direction de la Revue qui assume comme mandat de voir au développement de ces deux modes de collaboration, en lien avec la rédaction.

Le soutien financier

La direction et la rédaction de la Revue ont élaboré conjointement un plan de sollicitation de soutien financier identique pour le milieu universitaire et celui des entreprises en termes d'échelle de visibilité (informations, publicité) en rapport avec le montant de financement accordé comme soutien à la Revue. Ainsi, la Revue cherche à établir des règles équitables à cet égard, tant pour les établissements et dispositifs de recherche que pour les entreprises.

La campagne de sollicitation que nous avons mise en marche auprès des entreprises s'avère plus longue et plus complexe que prévue. Elle demande en effet la construction de plusieurs liens nouveaux. Comme par les années passées, la Fédération des caisses Desjardins a apporté sa contribution à la Revue au cours de cette année et a annoncé qu'elle le ferait au cours de 2008. Nous comptons poursuivre nos efforts pour que s'ajoutent progressivement de nouveaux joueurs dans le tableau. Il reste que, jusqu'à maintenant, les entreprises se sont moins impliquées dans le soutien financier de la Revue que le milieu universitaire, sans aucun doute parce qu'elles se sentaient moins concernées par un outil qui leur apparaît plutôt comme un véhicule typique du milieu universitaire. Mais nous entendons développer des passerelles pour que cet état de fait change.

La participation à la production

Ainsi, comme pour le milieu universitaire la revue vise à susciter progressivement la participation des entreprises et de leurs représentants à la production des textes de la revue, tout particulièrement en ce qui concerne les rubriques et le transfert des connaissances et des expertises (innovation, développement, expérimentations, gestion, histoire, etc.). Certes, cet objectif ne peut pas se réaliser en une seule année et nous devons le concevoir sur le moyen et même le long terme. Comme indiqué plus haut, le temps que consacrera l'un des rédacteurs adjoints à cette dimension de la revue devrait porter des fruits.

Ces règles plus claires sur le plan du soutien financier et de la visibilité et cet objectif de participation à la production devraient créer un espace qui permettra aux entreprises de se sentir plus impliquées dans la revue et mieux à même de participer à son orientation. Ainsi, le regard sur la revue passera à la fois par leur représentation à l'Exécutif et au conseil d'administration du CIRIEC-Canada et par un lien plus organique avec la direction et la rédaction de la revue. À cet égard, nous cherchons toujours à ajuster la composition du Comité de la rédaction de la revue, ce que nous ne sommes pas arrivés à réaliser jusqu'ici.

DIFFUSION ET RAYONNEMENT DE LA REVUE

L'objectif de toute publication, tant pour un livre qu'une revue, est d'être lu par le plus de personnes possible, d'être accessible au plus grand nombre. Nous avons déjà souligné que la Revue était très utile à l'enseignement universitaire. C'est cependant par les abonnements que nous pouvons mesurer l'ampleur de sa diffusion, bien qu'il ne faille pas mesurer son rayonnement à ce seul indicateur.

Abonnements

Le nombre d'abonnements, bon an mal an, fluctue entre 150 et 250. Le prix de la vente à l'unité est de 20 \$ tandis que les prix des abonnements annuels se présentent comme suit :

| Abonnement | Régulier | Institutionnel | Étudiant |
|-------------------|-----------------|-----------------------|-----------------|
| Au Canada | 35 \$ | 58 \$ | 24 \$ |
| À l'étranger | 45 \$ | 63 \$ | |

Ces tarifs sont très avantageux si nous les comparons aux autres revues du même type. Nous rattachons un certain nombre d'abonnements en gratuiteté pour un an à des personnes désignées par les organisations subventionnaires de la Revue en proportion du montant alloué dans le but de les inciter à renouveler leur abonnement les années suivantes. De plus, nous entendons utiliser un soutien *ad hoc* pour la promotion de la Revue et des abonnements auprès de certaines cibles tant dans le reste du Canada qu'au Québec : les bibliothèques des établissements d'enseignement universitaires et collégiaux, des organisations d'économie sociale et de développement local, des organisations du réseau public.

Rayonnement

Un examen et des discussions ont été amorcés depuis 2004-2005 quant à l'opportunité d'élargir la diffusion et l'accessibilité de la Revue par une édition électronique. Comme une tendance de plus en plus nette se dessinait en faveur de la numérisation de la Revue, la décision a été prise par le comité de rédaction d'entamer des démarches dans ce sens. Les membres ont conclu qu'une telle initiative augmenterait l'accessibilité de la Revue et diminuerait, par la même occasion, les coûts de production. Ce dernier argument est non négligeable si on se fie au financement de la Revue qui est toujours précaire, fragilisant ainsi sa pérennité et son développement. Actuellement, nous n'avons pas encore réussi la réalisation de cette numérisation. Si la demande de financement de l'édition numérisée de la Revue faite au FORSC nous avait été accordée, cela aurait facilité l'entrée de la Revue chez Érudit. Avant de conclure l'entente avec Érudit, le nouveau responsable de ce dossier, Monsieur Guy Bellemare, a enclenché une dernière étape d'étude de la question. Il s'est en effet aperçu que certaines questions n'avaient pas été étudiées. Par exemple, l'expérience d'autres revues qui sont passées au 'tout numérique', les effets sur les abonnements, la meilleure politique à adopter en ce qui concerne le délai avant de rendre la version électronique accessible gratuitement, l'effet sur la capacité à vendre de l'espace publicitaire (il n'y a pas habituellement une telle chose dans les revues accessibles via érudit), l'effet sur les possibilités de financement de la Revue par les organismes subventionnaires, etc.

FINANCEMENT

Le secrétariat à la rédaction est assumé par l'Université du Québec en Outaouais (UQO). L'embauche d'une étudiante, de frais de téléphone, de poste pour l'expédition des exemplaires aux auteurs et autres s'élèvent à environ 11 000 \$ par année. Depuis quatre ans, nous profitons d'une subvention du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) à la hauteur de 10 000 \$ et nous devons déposer une demande de renouvellement cette année en espérant que nous pourrions répondre aux critères de l'organisme subventionnaire. Nous attendons la réponse à une demande déposée au Fonds québécois de la recherche sur la culture et la société (FQRSC). Nous avons encore accès à un crédit résiduel d'une revue qui a cessé ses activités et que le décano de la recherche nous a octroyé, mais ce résidu est sur le bord d'être épuisé. Le secrétariat de la revue utilise aussi la ristourne de Copibec pour des frais divers comme des articles de bureau et la participation de la secrétaire au colloque du CIRIEC et à la réunion du Comité de rédaction, etc. Évidemment, la contribution de l'UQO est plus importante que le seul chiffre inscrit dans la comptabilité de la revue. Ainsi, s'ajoute à cette somme l'utilisation d'un local, l'équipement informatique fourni et entretenu, l'utilisation du téléphone et autres instruments de communication, la photocopieuse, etc. Plusieurs professeurs y mettent également du temps.

En bref, le soutien financier pour le fonctionnement de la Revue provient de l'UQO, du CRSH, du CIRIEC-Canada et de la Fondation Mercure (HEC). Les abonnements fournissent une partie de son financement, mais elle est insuffisante pour assurer le manque à gagner. La revue doit compter sur les contributions du réseau universitaire et des entreprises collectives de l'économie sociale comme de l'économie publique pour arriver à financer ses deux parutions. En 2007-2008, les coûts de production du numéro 37.1 ont été assumés par le pôle UQO du Centre sur les innovations sociales (CRISES-UQO), et ceux du 36.2 ont été payés par le CIRIEC-Canada grâce à la contribution de la Fédération des caisses Desjardins.

FONCTIONNEMENT DE LA REVUE

La collaboration entre la direction et la rédaction de la Revue, ainsi qu'avec le Ciriec continue à se consolider. Depuis deux ans, Guy Bellemare (UQO), agit comme directeur de la Revue, en lien avec le vice-président aux affaires universitaires du Ciriec-Canada, Jean-Marc Fontan (UQAM). Au cours de l'année, Louise Briand (UQO), est devenue directrice adjointe de la Revue. Ainsi, la direction et la rédaction de la Revue logent maintenant dans le même établissement. Par ailleurs, les liens réguliers entre la Revue et le CIRIEC-Canada sont assurés à la fois par le directeur et le rédacteur qui participent aux réunions du comité exécutif du CIRIEC-Canada. De plus, le vice-président aux affaires universitaires continue d'assumer la responsabilité de ce lien entre la Revue et le CIRIEC-Canada.

La rédaction de la revue fonctionne comme une équipe bien rodée. Le même noyau de rédacteurs mis en place en 2004 s'est maintenu au cours de la présente année. Ainsi, Jacques L. Boucher occupe toujours le poste de rédacteur, Paul Leduc-Browne et Guy Chiasson ceux de rédacteurs adjoints. À cette équipe s'était joint, au cours de 2005-2006, Thibault Martin comme responsable des comptes rendus. Par ailleurs, Véronique Martin, étudiante à la maîtrise en développement régional a agi comme secrétaire à la rédaction depuis septembre 2006, mais elle sera remplacée, à partir de mai 2008 par Dominique Marchessault, étudiante au baccalauréat en sciences sociales (sociologie) après avoir partagé les tâches du secrétariat au cours de l'hiver de façon à s'y entraîner. Artisane de la production des numéros successifs de la revue, cette équipe a profité de la compétence et du dévouement de Madame Michelle Rhéaume-Champagne pendant des années à la révision des épreuves, mettant la touche finale à chaque parution pour lui assurer la plus grande qualité possible. Malheureusement, à son plus grand regret, son employeur ne lui permet plus de rendre ce service à la revue. Nous lui sommes infiniment reconnaissants pour toutes ces années de précieux services rendus à la revue. Madame Solange van Kemenade qui, en plus de s'occuper des traductions en espagnol avec Madame Mirta Vuotto, professeure à l'Université de Buenos Aires, travaille à tisser des liens entre la revue et l'Amérique latine et à promouvoir la revue sur ce continent. Enfin, Monsieur Brett Fairbairn de l'Université de Saskatchewan, joue en quelque sorte le rôle de relais avec le Canada anglophone.

PRODUCTIONS DE L'ANNÉE 2007-2008

Au moment de l'écriture de ces lignes, le volume 37, numéro 2 intitulé « Le commerce équitable comme mouvement de transformation » sous la responsabilité de Véronique Bisailon, Corinne Gendron et Marie-France Turcotte se trouve entre les mains des Presses de l'Université du Québec pour la réalisation des corrections finales. Ce dossier qui devait initialement paraître en 2006 sera donc disponible au cours du printemps 2008. Préalablement à la parution de ce volume, la revue a rendu disponible, soit au printemps 2007, le numéro 1 du volume 37, intitulé « L'économie sociale et l'innovation sociale », sous la coresponsabilité de Guy Bellemare et Jacques L. Boucher, respectivement directeur et rédacteur en chef de la Revue.

Les responsables de la Revue demeurent toutefois confiants de parvenir à combler le retard qu'accuse actuellement la revue dans la parution des prochains numéros. En effet, il est important de souligner que trois dossiers distincts, ainsi qu'une grande quantité d'articles hors-thème de qualité, sont présentement inscrits dans l'une ou l'autre des étapes de réalisation d'un numéro. Dans un premier temps, il y a la coordination simultanée de deux dossiers : un portant sur le développement local, la solidarité et l'économie sociale (sous la direction de Jacques Boucher et Pierre-André Tremblay) et un second portant sur la mutation des régulations étatiques (sous la responsabilité de Guy Chiasson et Nathalie Burlone). Enfin, un troisième numéro sera construit en s'appuyant sur une série de présentations réalisées dans le cadre d'un colloque du CRISES tenu en novembre 2007. Finalement, nous tenons à rappeler que la revue tient à respecter ses engagements envers ses abonnés en livrant, fût-ce avec retard, les parutions qu'ils ont payées.

LES PROCHAINS NUMÉROS

Vol. 37, no 2 (2006) — Printemps 2008
COMMERCE ÉQUITABLE ET ÉCONOMIE SOCIALE
Responsable: Corinne Gendron

Vol. 38, no 1 (2007) — Été 2008
ÉCONOMIE SOCIALE, DÉVELOPPEMENT LOCAL ET SOLIDARITÉ
Responsables : Jacques L. Boucher et Pierre-André Tremblay

Vol. 38, no 2 (2007) — Automne 2008
L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
Responsable : Guy Chiasson et Nathalie Burlone

Vol. 39, no 1 (2008) — Printemps 2009
L'ÉCONOMIE SOCIALE ET LES GÉNÉRATIONS
Responsable : Daniel Tremblay et Daniel Thomas

Vol. 39, no 2 — Été 2009
L'ÉCONOMIE SOCIALE, L'ÉCONOMIE PUBLIQUE ET LES AUTOCHTONES
Responsables : Lou Hammond Ketilson, Isobel Findlay et Thibault Martin

**La planification des prochains numéros est à titre indicatif et est sujet à changement.*

COMITÉS DE LA REVUE

Comité exécutif

Rédacteur : Jacques L. Boucher, Université du Québec en Outaouais
Rédacteurs adjoints : Guy Chiasson et Paul Leduc Browne, Université du Québec en Outaouais
Directeur : Guy Bellemare, Université du Québec en Outaouais
Directrice adjointe: Louise Briand, Université du Québec en Outaouais
Secrétaire à la rédaction : Véronique Martin, étudiante à la maîtrise en développement régional, Université du Québec en Outaouais
Directrice de la production : Michelle Rhéaume-Champagne, HEC Montréal
Responsable des comptes rendus : Thibault Martin, Université du Québec en Outaouais
Responsable des traductions à l'espagnol : Mirta Vuotto, Universidad de Buenos Aires, Argentine
Correspondant pour l'Europe : Laurent Fraisse, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Paris
Correspondante pour l'Afrique du Nord : Rajaa Mejjati Alami

Comité de rédaction

Yao Assogba, Université du Québec en Outaouais
François Aubry, Université du Québec à Montréal
Marie J. Bouchard, Université du Québec à Montréal
Jacques L. Boucher, Université du Québec en Outaouais
Jacques Caillouette, Université de Sherbrooke
Omer Chouinard, Université de Moncton
Brett Fairbain, Université de Saskatchewan
Louis Favreau, Université du Québec en Outaouais
André Leclerc, Université de Moncton
Denis Martel, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Marguerite Mendell, Université Concordia
Renaud Paquet, Université du Québec en Outaouais
Michelle Rhéaume-Champagne, HEC Montréal
Yvan Rousseau, Université du Québec à Trois-Rivières
Carol Saucier, Université du Québec à Rimouski
Daniel Tremblay, Université du Québec en Outaouais
Marie-France Turcotte, Université du Québec à Montréal
Martine Vézina, HEC Montréal

Conseil international de rédaction

Oscar O. Batisdas-Delgado, Universidad Central de Venezuela, Centro de estudios de la participación, la autogestión y el cooperativismo, Venezuela
Jacques Defourny, Université de Liège, Département d'économie, Belgique
Abdou Salam Fall, Université de Dakar, Sénégal
Laurent Fraisse, CRIDA, Paris
Daniel Hiernaux-Nicolas, Universidad Autónoma Metropolitana Xochimilco, Departamento de Teoría y Análisis, Mexique
Jean-Louis Laville, Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie (CRIDA), Paris
David Laycock, Simon Fraser University, Colombie-Britannique, Canada
Rajaa Mejjati Alami, Université de Fès, Maroc
Johannes Michelsen, University of South Jutland, Danemark
José Luis Monzón Campos, CIRIEC Espagne
Humberto Ortiz, Universidad San Marcos, Lima, Pérou
Charles Rock, Rollins College, Floride, États-Unis
Roger Spear, Open University, Co-operatives Research Unit, Milton Keynes, Grande-Bretagne

Rapport préparé par :

Jacques L. Boucher, rédacteur
Véronique Martin, secrétaire à la rédaction

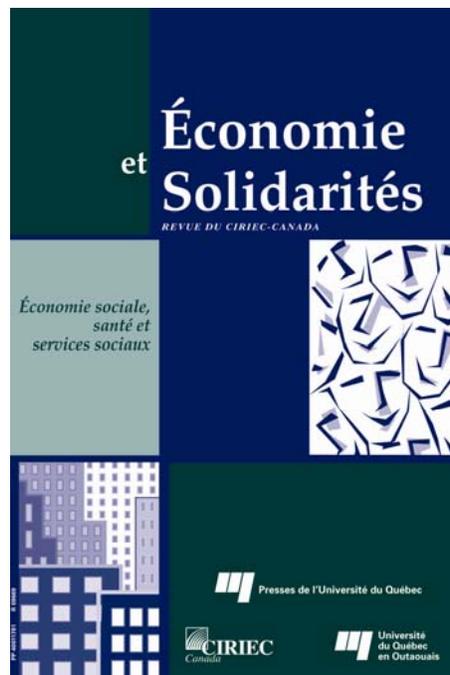
LES PARUTIONS 2007-2008

ÉCONOMIE SOCIALE, SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Volume 36, numéro 2

Responsables : Jean-Pierre Girard et Yvan Comeau

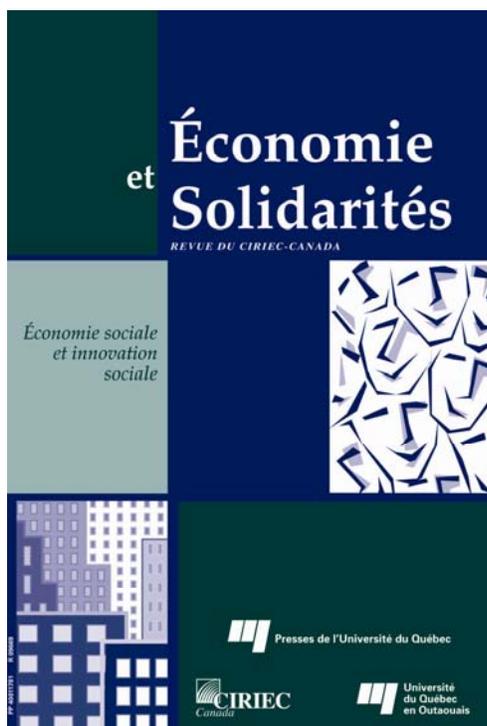
Ce numéro de la revue *Économie et Solidarités* traite de la santé et des services sociaux dans une perspective d'économie sociale, mais aussi d'intervention publique. Sous la direction de messieurs Yvan Comeau et Jean-Pierre Girard, ce numéro rassemble des réflexions et des résultats de recherche provenant de chercheurs de divers pays ou régions, notamment la France, le Venezuela et le Burkina Faso, mais aussi du Québec. Un large éventail de questions y sera traité. Citons par exemple des thèmes de l'actualité québécoise comme les services à domicile, les initiatives d'habitation pour personnes âgées et les rapports entre le communautaire et le réseau de la santé. À ceux-ci s'ajoutera un portrait historique du développement des coopératives dans le domaine de la santé. En parallèle de la situation vécue chez nous, le lecteur pourra en apprendre davantage sur l'hôpital public et les associations dans le système sanitaire français, les innovations qui voient le jour au Venezuela ainsi que les organisations de type mutualistes dans le domaine de la santé au Burkina Faso.



ÉCONOMIE SOCIALE ET INNOVATION

Volume 37, numéro 1

Responsables : Guy Bellemare, Jacques L. Boucher, CRISES-UQO)



Ce numéro de la revue *Économie et Solidarités* traite des capacités d'innovation de l'économie sociale. Sous la direction de Guy Bellemare et Jacques L. Boucher, le dossier de ce numéro livre des réflexions et des résultats de recherche provenant de chercheurs du Québec mais aussi du Maroc et de la France. Outre la problématique générale du rapport entre l'économie sociale et l'innovation sociale, le lecteur y a accès à des textes traitant des conditions d'emploi et des pratiques de gestion dans les entreprises associatives au Canada, des organisations communautaires de loisir, de l'habitat et des regroupements nationaux d'économie sociale au Québec ainsi que de l'économie informelle au Maroc. Comme compléments hors thème, y paraît un article sur les indicateurs de cohésion sociale en milieu coopératif ainsi qu'un texte sur le rôle des investisseurs institutionnels publics. Comme dernière réflexion du dossier, il est question du rapport entre altruisme et rationalité économique dans les entreprises associatives. Enfin, outre le dossier, on peut lire un article de Claude Carbonneau d'Investissement Québec et quelques comptes rendus de livres. Il est à noter que les coûts de production de ce numéro sont assumés par le pôle UQO du Centre sur les innovations sociales (CRISES-UQO).